

L'ACTUALITÉ
JURIDIQUE
DROIT ADMINISTRATIF

ADDA

DOSSIER

Page 778

LES TRENTE ANS DES COURS ADMINISTRATIVES D'APPEL

Les cours administratives d'appel ont été instaurées par la loi du 31 décembre 1987, au terme d'une réforme qui fut difficile à faire aboutir. Il était pourtant impératif d'abaisser la durée totale moyenne des instances et de désengorger le Conseil d'Etat. Aujourd'hui, les juridictions d'appel enregistrent plus de 30 000 affaires par an, avec un délai moyen de jugement d'un peu moins d'un an et deux mois.



Version numérique incluse *



ACTE UNILATÉRAL

Peut-on retirer la Légion d'honneur à Franco ?

p. 798

Le tribunal administratif de Paris juge qu'il n'est pas permis de retirer la distinction accordée à un étranger décédé.

CONTENTIEUX

Sauvegarde de la messagerie électronique d'un détenu

p. 801

Le juge du référé mesures utiles peut être saisi d'une demande présentée par un détenu aux fins de sauvegarde de ses données personnelles sur ses comptes de messagerie électronique.

ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE

Feu vert du Conseil constitutionnel pour Parcoursup

p. 813

Le Conseil constitutionnel a validé les dispositions autorisant les universités à choisir sur critères qualitatifs les étudiants qu'elles inscriront dans les filières en tension.

DALLOZ



9 782996 318147

HEBDOMADAIRE - 16 avril 2018 - N° 14 - 2018

Pages 761 à 816

AJDA

31-35, rue Froidevaux,
75685 - Paris cedex 14
Tél. : 01 40 64 54 54
Fax : 01 40 64 54 66
Pour joindre un correspondant,
composez le : 01 40 64 suivi des
chiffres figurant à la suite de son nom

Hebdomadaire - 74^e année

Président,
Directeur de la publication
Philippe Déroche

RÉDACTION
aj@dalloz.fr

Directeur scientifique
Fabrice Melleroy

Rédactrice en chef
Marie-Christine de Montecler (5474)

Rédacteur en chef adjoint
Jean-Marc Pastor (5405)

Rédaction
Carine Biget (5435)
Emmanuelle Maupin (5306)

Conseil scientifique
Bernard Dreyfus, Yves Jégouzo,
Christine Maugué, Nicolas Portier,
Vincent Potier, Loïc Poupot,
Nil Symbowicz, Didier Truchet,
Philippe Yoka

1^{er} secrétaire de rédaction
Caroline Charrier (5368)

Secrétaires de rédaction
Sylvie De Sousa (5455)
Anne Tuttle (5338)

ABONNEMENTS / MARKETING

Directrice des abonnements
Yvette Nay
80, avenue de la Marne,
92541 Montrouge cedex
ventes@dalloz.fr, fax : 01 40 64 89 92

Responsable relation clients
Ginette N'Koua
08 20 800 017 (0,12 € TTC/mn)

Publicité
Myriam Lacroix
Tél. : 01 40 92 69 66
mlacroix@editions-legislatives.fr

France métropolitaine 1 an :
571,76 € TTC
Etranger 1 an : 626,00 € HT
Prix au numéro : 30,63 € TTC

L'Actualité juridique
droit administratif est éditée par
EDITIONS DALLOZ
SAS au capital de 3 956 040 €
Siège social : 31-35, rue Froidevaux
75685 Paris Cedex 14

RCS Paris 572 195 550,
CODE APE 5811 Z
N° SIRET 572 195 550 00098
N° TVA FR 69 572 195 550
N° CPPAP : 1222 T 79888

JOUE, 1, rue du Docteur-Sauvé,
53100 Mayenne
Dépôt légal - avril 2018

Société des Editions Lefebvre-Sarrut
© Editions Dalloz - L'Actualité
juridique droit administratif,
avril 2018



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Certification PEFC™
Indice Eutrophisation : 0,08 kg/t

Ce numéro comporte un encart
« Juris éditions » de 16 pages.

SOMMAIRE

N° 14/
hebdomadaire - 16 avril 2018
pages 761 à 816

Retrouvez l'AJDA sur Twitter @AJDA_Dalloz

AU FIL DE L'ACTUALITÉ

765 Un Télérecours pour les administrés

Le décret n° 2018-251 du 6 avril 2018 ouvre aux personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat la possibilité de saisir la juridiction administrative par un téléservice.

768 Une relation amicale peut provoquer une prise illégale d'intérêts

La chambre criminelle de la Cour de cassation a jugé qu'un lien d'amitié entretenu par un élu peut être constitutif d'une prise illégale d'intérêt au sens de l'article 432-12 du code pénal.

769 Le Conseil d'État neutralise les circulaires Collomb

Le Conseil d'État annule partiellement la circulaire Collomb du 4 décembre 2017 et rejette le recours contre celle du 12 décembre en en donnant une interprétation neutralisante.

JURISPRUDENCE COMMENTÉE

804 De quelques aspects de l'office du juge en matière de contravention de grande voirie

Note de Benjamin Defoort

Le Conseil d'État enrichit l'office du juge des contraventions de grande voirie en lui reconnaissant formellement le pouvoir de moduler le montant de l'amende en fonction de la gravité du comportement de l'auteur de l'infraction.

809 Le pilotage budgétaire des universités au risque de la hiérarchie des normes

Conclusions de Bruno Sibilli

La décision prévoyant le prélèvement ponctuel et exceptionnel d'une fraction substantielle de la trésorerie accumulée par un établissement d'enseignement supérieur relève de la loi.



* À l'aide de vos identifiants, retrouvez votre revue sur Dalloz-Revues.fr et sur l'appli Dalloz pour smartphone et tablette.

761 TRIBUNE

- 761 Petit exercice de motivation,
par Valérie Giesel-Le Bihan

764 AU FIL DE L'ACTUALITÉ

- 764 Les associations d'élus
dénoncent l'attitude
recentralisatrice de l'État
- 764 « L'humain recule », selon
le Défenseur des droits
- 765 Pas de recours contre
l'avis de publicité
d'une concession de l'État
- 765 Un Télérecours pour
les administrés
- 766 Calcul de la durée
hebdomadaire maximale
de travail des personnels
hospitaliers
- 766 Recevabilité du recours
en contestation
du bien-fondé de l'indu
- 767 Procédure de régularisation
d'un permis de construire
- 768 Prestations réglementées:
les conditions de participation
d'un groupement d'entreprises
- 768 Une relation amicale
peut provoquer
une prise illégale d'intérêts
- 769 Le Conseil d'État neutralise
les circulaires Collomb
- 769 Application de
la jurisprudence *Sekler*
- 770 Feu vert pour les lignes
à grande vitesse
Bordeaux-Toulouse
et Bordeaux-Dax
- 770 Mode d'emploi du pouvoir
de dérogation des préfets
- 771 Procédure de récupération
du RSA et de la « prime de Noël »
- 771 Le législateur peut exclure
le risque d'érosion côtière
de l'expropriation pour cause
de risque naturel majeur

- 772 Résiliation des baux
d'habitation par certains
établissements publics
de santé
- 772 Suite du feuilleton
du « complément Poste »
- 772 Précisions sur l'intérêt
pour agir d'une association
professionnelle nationale
de militaires

774 VEILLE DE JURISPRUDENCE

- 774 Quel juge pour
un « renseignement
contraignant » donné
par la douane ?
- 774 Recours contre l'avis
du Conseil national
des barreaux sur le mode
d'élection de ses membres
- 775 Attention à l'ordre de priorité
des pièces contractuelles
- 775 Aides aux exploitants de salles
de cinéma et principe d'égalité
- 776 Les consultations obligatoires
de la Commission de régulation
de l'énergie
- 776 Fin de l'épreuve de droit fiscal
des affaires pour les futurs
avocats
- 776 Vérité du lien de filiation
à l'appui d'une demande d'asile
- 777 Une autorisation de participer
à un concours crée des droits
- 777 Composition du conseil
d'administration du fonds
national des aides à la pierre

778 DOSSIER

LES TRENTÉ ANS DES COURS ADMINISTRATIVES D'APPEL

- 779 Le rôle du Parlement
dans la genèse de la loi
du 31 décembre 1987,
par Cédric Meurant

- 785 La compétence de première
instance des cours
administratives d'appel,
par Olivier Le Bot
- 790 Réflexions sur la performance
appliquée à la justice
administrative,
par Damien Catteau
- 795 Les leviers de la performance
du juge d'appel administratif,
par David Moreau

798 JURISPRUDENCE COMMENTÉE

- 798 Peut-on retirer la Légion
d'honneur à Franco ?,
TA Paris, 16 février 2018,
M. Ocana,
note Thomas Hochmann
- 801 Sauvegarde de la messagerie
électronique d'un détenu:
le référé peut être utile,
CE 5 mars 2018,
concl. Aurélie Bretonneau
- 804 De quelques aspects
de l'office du juge en
matière de contravention
de grande voirie,
CE 25 octobre 2017,
note Benjamin Defoort
- 809 Le pilotage budgétaire
des universités au risque
de la hiérarchie des normes,
TA Paris, 16 janvier 2018,
Université Panthéon-Assas
de droit, économie et
sciences sociales,
concl. Bruno Sibilli
- 813 Feu vert du Conseil
constitutionnel
pour Parcoursup,
Cons. const. 8 mars 2018,
Loi relative à l'orientation
et à la réussite des étudiants,
note André Legrand

816 INDEX

Liste des responsables de rubrique
et informations aux auteurs en page 789